

Oser un féminisme décolonial

Alexa Conradi

Number 802, May–June 2019

Quand nos repères sont bousculés : décolonialisation, migrations, crise écologique

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/90553ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Conradi, A. (2019). Oser un féminisme décolonial. *Relations*, (802), 17–18.

OSER UN FÉMINISME DÉCOLONIAL

Les approches décoloniales peuvent nous aider à repenser les luttes féministes et celles de la gauche. Le mouvement des femmes au Québec en fait de plus en plus l'expérience dans ses analyses et ses pratiques.

Alexa Conradi

L'auteure, ex-présidente de la Fédération des femmes du Québec (2009-2015), a publié *Les angles morts. Perspectives sur le Québec actuel* (Remue-ménage, 2017)

Au Québec, les luttes féministes et de gauche ont souvent été traversées par une conception républicaine de l'universalisme selon laquelle des principes tels que l'égalité, la solidarité et la liberté s'appliquent de manière universelle. Or, de nombreux mouvements politiques et intellectuels historiquement marginalisés bousculent de plus en plus cette manière de penser, faisant place à des conceptions plus situées et contradictoires de la vie bonne, vivable ou juste. Ce qui était tenu jusqu'ici pour vrai fait désormais l'objet de débats. Avec raison. Comme l'écrit la philosophe Judith Butler, «Je ne saurais affirmer ma propre vie sans évaluer de manière critique ces structures qui évaluent différemment la vie elle-même¹.»

La décolonisation

En 2004, avec l'adoption d'un protocole de solidarité entre Femmes autochtones du Québec et la Fédération des femmes du Québec (FFQ), le mouvement féministe québécois a amorcé un virage décolonial. Ce changement d'analyse et d'approche s'est approfondi lors des États généraux de l'action et de l'analyse féministes, en 2013, avec l'adoption de plusieurs propositions visant à bâtir la solidarité sur de nouvelles bases. En 2014, en préparation de la Marche mondiale des femmes, les féministes sont passées de la parole aux actes en se joignant aux vigiles organisées par les femmes autochtones partout au Québec pour réclamer une enquête publique sur la disparition et l'assassinat de nombreuses Autochtones. Une étape majeure dans la prise de conscience du présent colonial était franchie.

L'enjeu du développement fait aussi partie d'une approche féministe décoloniale. Alors que le gouvernement du Québec dirigé par la Coalition Avenir Québec (CAQ) annonce son intention de réactiver le Plan Nord – sans parler des projets d'exploration et d'extraction des énergies fossiles –, il serait temps de mieux organiser le soutien aux peuples autochtones qui s'opposent à de tels projets sur leurs territoires et de repenser notre rapport aux ressources naturelles. Pour deux raisons. Premièrement, au nom d'une solidarité à bâtir : les peuples autochtones possèdent le droit de décider de l'usage de leurs territoires et le droit à l'autodétermination. Ce sont des droits reconnus à l'échelle internationale qui doivent devenir effectifs, quitte à avoir un système plurijuridique dans lequel différents systèmes de droit cohabitent sur un même territoire. Le principe qui pourrait nous guider : le droit reconnu des peuples autochtones au consentement préalable, libre et

éclairé. S'il y a un principe incontournable du féminisme, c'est bien le droit au consentement.

Deuxièmement, nous partageons un défi commun : survivre au chaos climatique qui s'en vient. Plusieurs communautés affirment vouloir se développer sur d'autres bases que la logique capitaliste et extractiviste qui prédomine actuellement. Récemment, des grands-mères mi'kmaq en Nouvelle-Écosse se sont opposées à un projet minier au nom de la protection de l'eau. Elles considèrent ce geste comme leur devoir sacré envers les enfants des générations futures et les animaux, qui n'ont pas voix au chapitre. Plusieurs féministes ressentent un lien profond avec ces femmes qui osent s'opposer à de grands pouvoirs économiques, comme Ellen Gabriel, protectrice des terres ancestrales des Kanien kehá ka ; la popularité du livre *Faire partie du monde. Réflexions écoféministes* (Remue-ménage, 2017) en témoigne aussi.

Une perspective féministe décoloniale mise sur un travail avec les féministes qui ne veulent ni du patriarcat, ni du colonialisme.

Selon la philosophe Émilie Hache, les femmes ont depuis toujours été plus actives dans leur volonté de protéger l'environnement parce qu'elles «sont les premières touchées : elles font partie des personnes les plus pauvres, ce sont elles qui s'occupent des personnes les plus vulnérables, comme les enfants et les personnes âgées, elles forment le gros des agriculteurs dans le monde, etc. Outre ces raisons matérielles, il y a une dimension culturelle à cela : les femmes sont socialisées différemment des hommes. L'envers positif de notre identification avec la nature est peut-être que nous sommes moins coupées du monde naturel, ou du moins que nous n'avons pas honte de le reconnaître²». Les femmes autochtones, inspirées par leurs traditions ancestrales, pourraient nous indiquer la direction à suivre pour sortir des rapports d'exploitation qui caractérisent notre société.

Nos gouvernements échouent actuellement à baliser l'exploitation des terres. Il faut trouver des façons d'articuler nos luttes, car nous ne livrons pas une bataille à armes égales. Une lutte pour le droit à l'autodétermination et pour une autre forme de développement pourrait être la base de nouvelles alliances. Devant l'ampleur de la crise, nous sommes toutes et tous appelés à élargir la définition même de ce qu'est l'exploitation et à la remplacer par la reconnaissance de l'interdépendance du vivant.

Le postcolonialisme

Sur un autre front, en 2009, lors de la prise de position de la FFQ sur les signes religieux appuyant le principe du « ni-ni » (ni obligation, ni interdiction), les organisations féministes se sont lancées – peut-être sans le savoir – dans une autre « ronde de décolonisation ». Le débat sur le hijab plonge en effet les féministes dans une réflexion sur la colonisation, les relations entre l'Occident et le monde musulman, et aussi le rapport des femmes à tous les intégrismes religieux.

Lors de la colonisation des pays musulmans, l'Europe s'est permis de réglementer la sexualité et l'habillement des femmes. La résistance à l'arrogance européenne a entre autres pris la forme d'un refus de se soumettre aux lois imposées. Pour certaines, le port de signes religieux est alors devenu un signe (parmi d'autres) de résistance au colonialisme. Plus récemment, avec la guerre menée contre le monde musulman depuis les attentats du 11 septembre 2001, s'identifier publiquement comme musulman ou musulmane est tout autant un acte de résistance – certes instrumentalisé par les salafistes, mais qui résonne chez plusieurs jeunes musulmanes n'ayant aucun rapport avec ces rétrogrades dangereux.

Soyons claires : les femmes musulmanes sont prises entre deux idéologies. Selon la médecin et essayiste marocaine Asma Lamrabet, « La focalisation obsessionnelle autour du hijab semble être à nos yeux très révélatrice de l'approche binaire véhiculée tout autant par la vision néo-orientaliste hégémonique que par celle de la rhétorique identitaire du discours islamique³. » Une perspective féministe décoloniale mise sur un travail avec les féministes musulmanes qui ne veulent ni du patriarcat, ni du colonialisme, y compris au Québec.

En tant que victime du colonialisme britannique, puis canadien, le Québec échappe souvent aux critiques postcoloniales très présentes, avec raison, en France et au Royaume-Uni. Il ne se perçoit pas comme un acteur de l'Occident portant un regard orientaliste. Or, le désir du gouvernement du Québec de réglementer le port de signes religieux – dans un contexte de peur et de racisme anti-musulman – témoigne de son adhésion à la vision néo-orientaliste hégémonique. Au nom d'une idée de l'égalité posée comme universelle, l'État enfreint le droit de femmes musulmanes au travail et à la liberté de conscience. Ce faisant, il renforce non seulement le discours identitaire des islamistes, mais il oblige les féministes musulmanes à utiliser toutes leurs énergies pour se défendre au lieu de poursuivre leur action en faveur de l'égalité au sein de leurs communautés et de la société.

Toujours est-il qu'au fil du temps et à travers les débats générés par les femmes musulmanes, les normes sur la base desquelles le mouvement féministe – dans toute sa complexité – prend des décisions, se transforment. Ce qui se définit comme normal, naturel et nécessaire ne va plus de soi. Le voile n'est plus seulement vu comme un signe du contrôle de la sexualité tentatrice – comme les femmes occidentales l'ont généralement appris : il s'inscrit dans quelque chose d'infinitement plus complexe. Le mouvement féministe blanc perd tranquillement l'assurance qu'il est le seul en mesure de définir ce qu'est le bien. Les féministes noires et autochtones en Amérique du Nord, tout comme celles venant de pays autrefois

colonisés jouent un rôle important dans ces changements. Pour mieux comprendre le Québec et agir sans négliger trop d'angles morts, le mouvement féministe doit situer son analyse dans une lecture des rapports de force géopolitiques, historiques et actuels. Il est temps de partager le pouvoir de définition. C'est exigeant, mais possible. Car les femmes ayant ces connaissances sont présentes et actives. Il s'agit de s'intéresser à leurs idées et de se laisser transformer par elles.

Oser penser

Repenser les luttes féministes, tout comme celles de la gauche, est plus que nécessaire alors que la crise climatique comme celles du capitalisme ou de la démocratie partout s'accroissent et s'accompagnent de l'effondrement de la social-démocratie et d'un ressac antiféministe, raciste et homophobe. Sans être complètes ou parfaites, les approches décoloniales peuvent y contribuer, elles qui reposent sur une logique féministe de base : cette idée que ce qui est dans la sphère privée est aussi politique. Elles nous appellent à repenser les rapports intimes et sociaux ainsi que les rapports économiques et politiques. Elles nous offrent des voies d'avenir lorsqu'on veut penser un monde visant l'émancipation face aux rapports de domination. ☺

1. J. Butler, *Qu'est-ce qu'une vie bonne?*, Paris, Payot, 2014, p. 68.

2. Citée dans Margaux Lacroux, « Les femmes ont toujours été plus nombreuses que les hommes à se battre pour l'environnement », *Libération*, 12 mars 2019.

3. A. Lambaret, « Voile ou hijab des femmes musulmanes entre l'idéologie coloniale et l'idéologie islamique traditionaliste : une vision décoloniale », juin 2013, en ligne sur son blogue <asma-lamrabet.com>.



Jocelyn Ann Campbell, *Quand le monde s'obscurcit*, fresque-1, 2018, acrylique et collage, 61 x 61 cm